Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 15 FÉVRIER 1979 - N° 854 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

LES TRAVAILLEURS PREPARENT LE 16 FEVRIER

- Deux directeurs retenus à Usinor-Trith
- Grève dans toutes les usines SEM de France
- Les «Sotracomet» occupaient la cité administrative de Metz mercredi matin

Lire en page 4

Usinor-Dunkerque : 1 mort, 4 blessés dans une explosion

• Mercredi à midi, les radios annonçaient un grave accident survenu à Usinor-Dunkerque. Une formidable explosion a fait deux trous de 10 mètres de diamètre et de 3 à 4 mètres de profondeur.

L'explosion aurait fait un mort et quatre blessés.

Iran

• On apprenait mercredi dans la matinée que l'ambassade des États-Unis était investie par des groupes armés.

Lire en page 8

«Holocauste» diffusé sur Antenne 2

La première partie du film américain «Holocauste» est passée mardi soir sur Antenne 2. Ce film qui montre les abominations nazies contre les juifss a soulevé de nombreuses réactions et discussions tant en Allemagne qu'en France. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

Dans le *Quotidien du Peuple* du samedi 17 février

Contraires au sein du peuple :

Des journaux locaux, de quartier, pour quoi faire ?

Reportage :

La Loire veut vivre

Les actions efficaces des pompiers
LES GENDARMES EN DEROUTE

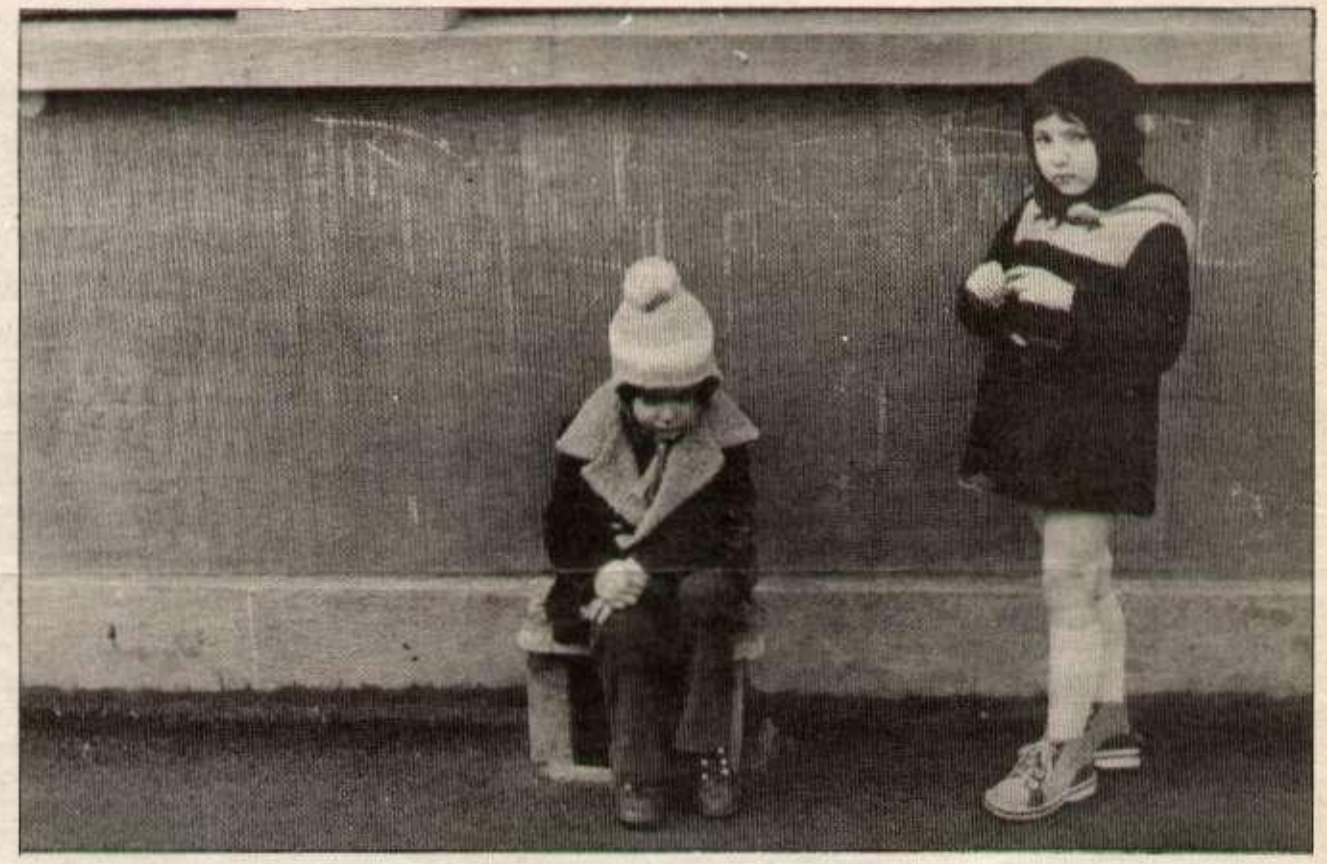
Toutes sirènes hurlantes et arborant des drapeaux rouges en nombre, les pompiers de la région Rhône-Alpes se sont retrouvés mardi devant la préfecture de Grenoble. Depuis dix semaines, ils sont en grève pour exiger de meilleures conditions de travail et l'avancement de l'âge de la retraite.

La tension était vive mardi à Grenoble lorsque 200 pompiers se sont retrouvés face à une centaine de gendarmes en tenue de combat. Face à la provocation, les pompiers grévistes ont infligé une leçon cuisante à coups de ceinturon aux flics qui ont dû se replier précipitamment, emmenant plusieurs blessés.

Evidemment, la sauvagerie policière ne se dément pas : une grenade tirée à tir tendu et visant la tête a touché un pompier au visage.

ECOLE

LE RAPPORT MAGNIN SUR LES RYTHMES SCOLAIRES (4)



Auteur d'un ouvrage sur les rythmes scolaires*, le docteur Guy Vermeil, pédiatre à l'hôpital d'Orsay, poursuit aujourd'hui sa critique de l'organisation du système scolaire français qui impose à l'enfant «*un rythme de vie qui est sur bien des points un défi au bon sens et à des principes élémentaires de physiologie*».

Pour le docteur Vermeil, «*l'amputation majeure*» que subit l'enfant à l'école est celle du jeu et du mouvement. Comparant le travail scolaire au travail dans l'industrie, il constate que dans les deux cas l'alternance équilibrée de travail et de détente n'est pas respectée. Surchargée d'exercices scolaires, la journée de l'écolier ne tient pas suffisamment compte non plus des besoins en sommeil et des nécessités de l'alimentation du jeune enfant, ces problèmes étant par ailleurs étroitement liés au mode de vie imposé aux parents. Jugeant qu'«*avec trois heures de travail scolaire quotidien, l'enfant en a assez pour apprendre ce qu'il lui faut apprendre*», le docteur Guy Vermeil donne aujourd'hui son point de vue sur la répartition de ce travail scolaire.

LA FATIGUE À L'ECOLE (Fin)

Interview du docteur Guy Vermeil réalisée par Claude ANCHER

▷ **QdP : La réduction du temps de travail scolaire journalier pose le problème de la répartition du travail sur la journée, la semaine et l'année...**

G.V. : A cet égard, les observations faites dans l'industrie sont très intéressantes : l'introduction de périodes de repos dans une journée de travail, si elles sont bien placées, augmente le rendement. De même pour un enfant, il faudrait étaler le temps quotidien de travail scolaire : à six ans, deux heures le matin et une heure en fin de journée conviendraient. Le reste devrait être des activités d'enfant, chanter, jouer au ballon, peindre... Faire pratiquer un peu de toutes ces activités mais laisser ensuite les enfants s'orienter vers les activités qu'ils préfèrent. Dans ces conditions, un peu de travail le soir ne serait pas mauvais. Mais dans le système actuel j'y suis très opposé.

La répartition hebdomadaire

Sur la semaine, on rencontre le problème du mercredi et du samedi. Aujourd'hui, le mercredi est une coupure nécessaire, parce que les enfants sont fatigués, mais avec une vie normale cette coupure serait inutile et on pourrait mieux répartir le travail hebdomadaire.

Quant au samedi... Les parents qui partent en week-end et les parents qui habitent à la campagne n'ont pas forcément le même point de vue ! Pour ce qui est de la capacité d'apprentissage, je pense que la suppression du samedi matin serait regrettable.

▷ **QdP : En poussant le raisonnement pourquoi ne pas travailler aussi le dimanche matin ?...**

G.V. : Si je n'avais à me préoccuper que de l'enfant, je pense qu'il aimerait faire un peu d'apprentissage scolaire tous les jours. Et j'irais jusqu'à dire qu'en vacances au bord de la mer il irait bien à l'école de temps en temps...

▷ **QdP : Mais est-ce que cet aspect éducatif ne pourrait pas passer, le week-end, par d'autre intermédiaires que l'école : les relations familiales ou des structures collectives ? Les parents ne souhaitent-ils pas profiter du week-end pour avoir avec leurs enfants de meilleurs rapports qu'en semaine ?**

G.V. : Sans doute, le problème est de donner la possibilité aux familles de vivre des moments détendus et de véritables relations sociales. Un peu chaque jour et tout de même aussi un jour entier. Les compromis entre les besoins des enfants et ceux des adultes sont nécessaires. Encore faut-il bien connaître les besoins de l'enfant pour savoir quand on va à leur encontre.

Les vacances d'été

▷ **QdP : Les vacances d'été vous paraissent-elles trop longues ?**

G.V. : A mon avis, l'absence de stimulation scolaire pendant deux mois et demi est nuisible. Et c'est aussi un facteur de ségrégation sociale : certaines familles vont procurer à leurs enfants des vacances stimulantes, pour d'autres ce ne sera pas possible. Ainsi, la rentrée voit s'aggraver les inacceptables différences liées au milieu socio-culturel. Deux mois me paraissent donc un maximum.

▷ **QdP : Si le rapport Magnin ne débouche que sur un étalement et un raccourcissement des vacances d'été, quelle serait votre position ?**

G.V. : Si la seule conclusion est «vous avez quinze jours d'école de plus» c'est un désastre. Si la répartition des heures de travail n'est pas modifiée en profondeur, alors gardons les deux mois et demi.

Ceci dit, je pense que les syndicats d'enseignants devraient se battre non sur le temps de vacances mais pour garder le même nombre d'heures de travail annuel avec une meilleure répartition. Ce qui suppose que beaucoup plus de personnes interviennent au cours de la journée de l'enfant. L'idée que je me fais de cette journée, je le sais, est ruineuse...

De l'école au «lieu de vie»

▷ **QdP : Si on ne s'arrête pas au problème des coûts, que serait ce «lieu de vie» qui selon vous devrait remplacer l'école ?**

G.V. : Avec l'urbanisation massive, on a sans doute abandonné bien des inconvénients de la vie rurale d'autrefois, mais aussi beaucoup de stimulants naturels au développement des enfants. Privés du contact avec la nature, les jeunes enfants urbanisés sont aussi privés du contact avec le métier des parents. Avant, l'éducation était la transmission de notre propre savoir d'adulte à l'enfant. Aujourd'hui, en ville, même si la mère ne travaille pas, elle n'a pas les moyens d'occuper son enfant, d'où l'abus de la télévision.

Aussi la présence de l'enfant dans une structure collective s'impose. L'école maternelle ne joue pas trop mal ce rôle de compensation, mais ce n'est plus le cas dans le primaire. Si on admet que l'enfant doit être accueilli du matin au soir dans des institutions publiques collectives, il faut que ces institutions répondent à l'ensemble des besoins de l'enfant : manger, se reposer, avoir des activités manuelles variées, pratiquer des sports, dormir et bien entendu s'instruire.

▷ **QdP : Mais, plutôt que d'allonger le temps où les élèves sont scolarisés en milieu urbain, ne pourrait-on pas utiliser la période d'été pour des vacances et des classes vertes ?**

G.V. : Le désir de retrouver des conditions de vie humaines, apparu notamment en mai 1968, n'a pas encore gagné tout le monde, même s'il a progressé. Supposons que des enfants fréquentent ces «lieux de vie» où ils puissent ressentir l'importance d'une vie équilibrée, cela en fera plus tard des parents plus sensibles à ce mouvement. A longue échéance, il s'agit de recréer de véritables collectivités humaines avec un environnement qu'on n'ait pas envie de fuir dès la fin du travail, où les gens seront heureux de vivre, où ils n'auront pas deux heures de trajet à faire.

Il faut casser cette évolution vers des journées de travail surchargées d'où l'on sort hostile à son entourage, trop fatigué pour sortir le soir, et avec une seule envie : s'enfuir au bout de la semaine. D'où, entre autres, un abandon des activités de citoyen ; ce système tue la vie démocratique.

Fatigue et nature du travail

▷ **QdP : Vous soulignez dans votre livre : «*Selon la nature du travail... le sujet y passera plus ou moins de temps sans éprouver de fatigue*». Dans les difficultés des enfants à l'école, le contenu et le mode de l'enseignement n'ont-ils pas plus d'importance que les rythmes biologiques ?**

G.V. : Les questions d'horaires, de rythmes scolaires, elles ont de l'importance dans l'hypothèse - qui malheureusement se vérifie — où la majorité des enfants continue de travailler selon les méthodes classiques contraignantes et inefficaces. Elles ont beaucoup moins d'importance à partir du moment où l'enfant est dans un milieu où il est écouté, compris et aimé.

* «La fatigue à l'école» *Ed. E.S.F.*

Raccourcir les vacances d'été ?

LES CONTRADICTIONS DES SONDAGES

Selon un sondage de la fédération de parents d'élèves Lagarde, les parents favorables à la réduction des vacances seraient 78,4 % ; le sondage (IFOP) de Enfants Magazine *donne 64 %. A noter que* Enfants Magazine *ne pose cette question qu'aux parents qui se sont prononcés pour un raccourcissement de leurs propres congés d'été (on retrouve là les préoccupations du rapport Magnin). Raccourcir les vacances pour «aérer» l'horaire hebdomadaire et mieux le répartir ? Non puisque 58,6 % des parents refusent «*un allègement de l'horaire» *et 53 % voudraient la libération du samedi matin (sondage Lagarde) ; 25 % seulement acceptent de voir raccourcir la journée de travail scolaire en échange d'une augmentation des heures d'éducation physique. En même temps pourtant, 59,2 % (sondage Lagarde) mettent le développement du sport à l'école au premier plan de leurs préoccupations. Enfin, 4 % aimeraient un raccourcissement de la journée scolaire «*pour laisser plus de temps libre aux enfants».

Contradictions inévitables. Comment ne pas souhaiter des vacances plus courtes quand la majorité des familles ne peuvent offrir à leurs enfants plus de quelques jours de «vraies vacances» ? Comment ne pas vouloir la libération du samedi quand le contact avec les enfants est réduit à presque rien le reste de la semaine ? Comment imaginer une augmentation des heures de gymnastiques quand on constate qu'il manque déjà des professeurs pour assurer le minimum prévu ? Comment désirer plus de temps libre pour les enfants après l'école, quand on sait qu'aucun équipement collectif n'est prévu pour les accueillir ?

L'EXPERIENCE DES CEMEA

Pour un enseignant membre du mouvement Freinet, «est-ce du corporatisme que de signaler les difficultés de notre travail à l'échelon national (congrès, stages) si les mesures Magnin sont appliquées ?

A mon avis, le gouvernement veut réaliser une opération démagogique en supprimant les quinze jours où les enfants «traînent». De plus, il semble que des négociations avec le SNI (Syndicat National des Instituteurs) iraient vers la suppression du samedi matin dans le primaire en échange des quinze jours en moins. Dans le secondaire, seule une réduction d'une heure hebdomadaire pour les enseignants serait possible, ce qui présenterait bien moins d'intérêt. Mais dans l'esprit de Beullac ces mesures différentes pourraient accentuer les clivages entre SNI — à dominante PS — et le SNES (syndicat du secondaire) — à dominante PCF».

En tant qu'animateur des CEMEA (Centres d'éducation par les méthodes actives, qui organisent des colonies) cet enseignant poursuit : «Notre activité est structurée autour des deux mois et demi d'été : après un mois de vacances personnelles, les enseignants qui animent les CEMEA font un mois de «colo». Les quinze jours de septembre sont des jours de stage, consacrés au bilan du mois et à la préparation de la prochaine «colo». La réduction des vacances peut porter un coup à ce réseau de vacances pas trop chères qui donne aux enfants la possibilité d'avoir des rapports collectifs, de gérer leur lieu de vacances. Un réseau complété pendant l'année par les classes vertes et les classes de neige. Plutôt que de développer ce réseau, on veut donner le monopole de l'organisation des vacances aux industries de l'hôtellerie».

LES TRAVAILLEURS DU RHÔNE A L'OFFENSIVE

De nos correspondants

Presque toutes les usines CEM de France sont en grève actuellement. Pour le maintien des quarante heures hebdomadaires, pour l'augmentation des salaires, contre les sanctions, des milliers de CEM sont passés résolument à l'action à Nancy, au Havre, à Dijon, à Lyon...

Notre correspondant de Lyon est allé voir les CEM en lutte .

CEM : PAR MILLIERS EN GREVE DANS TOUTE LA FRANCE

LYON : TROIS USINES CEM OCCUPÉES

Pour 400 F pour tous, contre les sanctions, contre le chômage partiel

MARDI, DIX HEURES.

Avenue Felix Faure dans le 3e arrondissement de Lyon. Les filles de l'usine Petercem, portent des panneaux proclamant : «400 francs pour tous, retrait des sanctions, maintien des 40 heures !».

Une centaine de travailleurs, les badges CGT ou CFDT sur la poitrine sont dans la cour, par petits groupes. Car la grève est effective depuis ce mardi matin. La décision de poursuivre l'action et sous quelle forme sera prise ce soir. De toutes façons, l'occupation de l'usine cette nuit est prévue.

DIX HEURES 15.

Une cinquantaine de travailleurs de la CEM-Decines viennent expliquer leur grève et rentrent dans les ateliers. Car ce matin, la majorité des usines CEM de Lyon est en grève : Normacem-Decines occupé depuis le 6 février, Normacem-Buire occupé depuis le 12, et Petercem ce matin. C'est à dire près de 3 000 travailleurs au total.

Sur la France, même situation. A Nancy où l'usine est totalement occupée, au Havre où les 750 ouvriers reconduisent chaque jour la grève, à Dijon... etc.

DIX HEURE TRENTE.

Nous discutons au local CFDT des derniers événements. Une information nous est donnée : actuellement des cars de travailleurs de Nancy, du Havre et de Dijon convergent vers Paris pour bloquer le siège de la direction générale CEM et son PDG Monsieur Koch.

Puis des délégués CFDT de Petercem expliquent leur lutte :

En janvier les gars ont subi un chômage partiel important : 3 semaine à 32 heures, une semaine à 24 heures, et quinze jours de retour à 40 heures. Mais la direction ne prévoit aucune garantie d'horaire à 40 heures après février. La riposte a dès lors commencé. Par des débrayages rassemblement dans les ateliers. Et l'appel à ne plus remplir les bons de travail et de donner une quelconque information sur la production sortie dans la journée, tant que la direction n'assurera pas les 40 heures par semaine. C'est le genre d'action — notamment employé lors de la grève de 75 — qui fait mal. La réponse de la direction ne s'est pas fait attendre : sanctions contre les délégués qui ont pris la parole, envoi d'une lettre au domicile de chaque travailleur où les menaces étaient à peine voilées, et une lettre diffusée dans les ateliers indiquant qu'elle prenait *«toutes les mesures en son pouvoir pour que les conditions de travail soit rapidement rétablies»*. Les travailleurs de leur côté, ont pris *«toutes les mesures en leur pouvoir»* pour imposer leurs revendications. Notamment le lendemain à un nouveau débrayage dans un autre atelier, poursuivi par l'occupation du bureau du directeur jusqu'à la sortie du boulot le soir.

Lundi, nouveau débrayage. Puis les sections CGT et CFDT, profitant du fait que la plupart des CEM sont dans l'action ont décidé de mettre en place le mardi matin un piquet de grève. La matinée permit aux militants syndicaux de multiplier les discussions avec les gars, de diffuser les informations sur les autres CEM en lutte, et voir comment poursuivre l'action. Ce qui semble, c'est qu'un large consensus se dégage pour l'action, mais il reste bien sûr à consolider le rapport de forces.

11 HEURES.

Nous allons boire un café. Des travailleurs de la CEM Decines sont attablés *«Comment se passe la grève ?». «Nous occupons depuis mardi dernier pour les 400 francs et surtout contre les sanctions. Car deux délégués CGT et un délégué CFDT ont reçu des lettres d'avertissements pour avoir pris la parole dans les ateliers. Et puis nous sommes cités au tribunal des référés cet après midi pour entrave à la liberté du travail. L'occupation se passe bien, le piquet de grève est important, presque 250 travailleurs sont derrière nous chaque matin... A Normacem Buire, aujourd'hui la grève tourne autour de 60 % des gars. C'est parti parce que la direction est restée muette sur nos revendications. Et maintenant la plupart des CEM Lyon sont dans la bagarre...»*

Un cahier de revendications inter-CEM déposé pour l'ensemble des établissements de Lyon le 9 février réclame : 400 francs pour tous, rétablissement de l'échelle mobile, prime de transport, arrêt des brimades et des sanctions, 35 heures sans perte de salaire pour préserver l'emploi. Mardi 15 heures : une nouvelle information nous parvient : l'usine CEM-Electronique de Lyon est maintenant en grève elle aussi.

Michel BERTEL

Berliet : Débrayages dans les usines de Lyon Occupation de l'usine de Saint-Priest

Berliet Vénissieux : lundi matin, un débrayage de 9 h 30 à midi pour les 350 F pour tous a réuni plus de 5 000 travailleurs, qui sont partis ensuite manifester jusqu'à l'usine des ponts de Saint-Priest. Manifestation combative, enthousiaste, une des plus grosses depuis plusieurs années !

Pourquoi une manifestation en direction de l'usine Saint-Priest ? Parce que, dans la nuit de vendredi à samedi, la direction — aidée par la maîtrise et des nervis — a déménagé les ponts et les essieux stockés dans l'usine des ponts, les charriots de montage et diverses pièces dans le but d'effectuer ce montage dans d'autres unités, notamment à l'usine de Lyon Montplaisir. Un déménagement, déjà tenté la veille, accueilli comme il se doit par les travailleurs de Berliet Montplaisir : ils ont refusé de travailler sur ces ponts, soutenant de cette manière l'action de leurs collègues.

Action menée par des débrayages de 1 heure à 6 heures depuis le 22 janvier contre les cadences de travail et pour l'augmentation de 350 F pour tous. Car les fiches de paye accusent des trous de 300 F à 500 F à la suite des jours de chômage technique du mois précédent. Et dès lundi matin, la majorité des travailleurs de l'usine des ponts, après la manifestation, votaient l'occupation. Pour *«sauvegarder l'outil de travail»* indique la CGT. Néanmoins, si l'on ôte les nuances, il s'agit bel et bien d'une occupation, offensive et déterminée.

Anecdote intéressante : vendredi à Berliet Montplaisir, les gars ont empilé les pièces des ponts sur les bureaux des chefs !

Ainsi sur l'ensemble des boîtes de Berliet-R.V.I. Lyon, après des semaines de chômage partiel, de mise en chômage technique, de suppression d'emplois (3 000 en deux ans), déguisés ou non en «départs volontaires» avec prime au bout, la lutte se dessine.

Les revendications sont extrêmement claires : 350 F pour tous. On est bien loin de la «défense du poids-lourd international» et du «fabriquons français» défendu par le PCF. Bien au contraire.

Et depuis lundi matin, il est indéniable que la température a nettement monté. A Berliet-Vénissieux, une majorité de travailleurs semble favorable à l'action, bien que tous les obstacles ne soient pas encore levés.

D'après les responsables syndicaux de RVI, des actions d'envergure sont prévues ces jours prochains. Quand Berliet éternue...

Corr. BERLIET

● Mobilisation aussi à la Saviem

A l'usine Saviem de Blainville (près de Caen), la mobilisation commence à se faire sentir. Dans cette usine renommée comme «pilote» du point de vue des luttes, il n'y a pas encore eu de licenciements massifs. Pour l'instant, seuls des cadres et des techniciens sont touchés.

La section CGT a proposé aux autres syndicats de se saisir de la journée du 16 février pour montrer le mécontentement des travailleurs. La section CFDT pour sa part a indiqué qu'elle n'avait pas d'objection à condition que l'action s'engage de manière efficace et sur l'ensemble de RVI.

Villefranche-sur-Saône : Les travailleurs de Titan Coder arrachent 50 F au patron

C'est la hausse des cotisations de la sécurité sociale qui a été à l'origine du mouvement. Alors que la direction annonçait une hausse de salaire de 2,35 % la section CGT de Titan décidait la mobilisation. En effet, avec la hausse des cotisations de 1,25 %, il ne restait plus que 1,10 % à se mettre sous la dent pour les 4 mois à venir. Très vite, les travailleurs se sont réunis en A.G. adoptant les propositions de la section CGT : se battre pour 50 francs pour tous. Restait à voir la question des formes d'action. De nombreux travailleurs se décidaient pour la grève illimitée, mais des reticences importantes existaient chez beaucoup.

Décision fut prise de débrayer le lendemain, dès le matin et d'attendre le PDG pour négocier. Bien entendu : celui-ci ne pouvait venir ce matin là. Les délégués CGT décidaient alors la reprise du travail jusqu'à ce que le PDG vienne, mais les gars décidèrent eux de ne plus attendre et d'aller couper le compresseur de l'usine afin de faire venir le PDG. Le résultat ne se fit pas attendre : une heure et demi plus tard, il était sur place. Les négociations furent difficile ; au début le PDG refusait de discuter tant que les gars n'auraient pas repris le travail, et il menaçait de licencier 4 ouvriers pour atteinte à la liberté du travail. Mais face à la combativité il dut céder. En tout cas, aujourd'hui dans l'usine de nombreux travailleurs sont bien convaincus que la lutte paye et que face à l'hésitation de certains délégués il y a aussi une lutte à mener.

Correspondant Titan-Coder

LUTTES OUVRIERES

Les sidérurgistes d'Usinor-Trith à nouveau à l'action

DEUX DIRECTEURS RETENUS DANS LEURS BUREAUX

De notre envoyé spécial à Valenciennes-Denain

Pour s'opposer aux quinze jours de chômage partiel prévus du 14 au 28 février, plusieurs centaines de sidérurgistes d'Usinor-Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, ont «retenu» mardi toute la journée et dans la nuit de mardi à mercredi le sous-directeur de cette usine ainsi que le chef du personnel.

L'action s'était en fait engagée depuis lundi : de 14 h 30 à 16 heures ce jour-là, les travailleurs de la DAPE (département des ateliers de prestation extérieure) avaient déjà envahi les locaux de la direction ce qui obligea cette dernière à supprimer le chômage du 14 au 19 février.

Mardi matin, forts de ce premier succès, les travailleurs concernés, encore plus nombreux, débrayaient à nouveau vers *9 h 30 et se rendaient aux* abords des locaux syndicaux pour exiger la prise en main de l'action pour la suppression totale du chômage. Avec les délégués syndicaux, plusieurs centaines de travailleurs vers 10 heures faisaient irruption dans les bureaux de la SVI*, où une réunion préparatoire au comité d'entreprise se tenait ; Chaon, directeur de la SVI et sous-directeur d'Usinor-Trith, et Mauvert chef du personnel, étaient présents et bientôt bouclés. Les sidérurgistes du poste du matin bouclaient les portes de la salle. Alors qu'à 14 heures, l'équipe de l'après-midi prenait le relais de l'action, la direction en soirée refusait toujours de céder.

A 8 heures le soir, chose inhabituelle, les locaux sont encore allumés : au 1er étage, les couloirs des bureaux, dont celui du directeur Chaon, sont allumés : discutant en groupes, jouant aux cartes, frappant des mains ou chantant l'Internationale, une centaine de travailleurs sont présents à proximité des locaux. *«Les directeurs retenus, à qui les travailleurs ont demandé de supprimer la totalité du chômage dans l'après-midi, ont déclaré ne pas être habilités à prendre une telle décision»* nous déclare un délégué CFDT. *«Ils ont appelé les dirigeants de l'usine qui ont dit la même chose et qui ont à leur tour appelé la direction générale d'Usinor semble-t-il, mais elle a aussi répondu négativement. Ils se foutent de notre gueule».* La colère est à son comble : *«8 - 10 jours de chômage partiel, ça fait 500 F d'amputation sur les salaires. Tu vois, celui qui se trouve avec des gosses, le loyer à payer ?»* s'exclame un travailleur. *«Ça fait 13 ans que je suis marié»* dit un autre. *«J'ai cinq enfants. On est méchant ? Qui est méchant, les travailleurs qui défendent la tartine ou les patrons ?».*

A 9 h 50, cinq minutes avant le départ des cars devant emporter les gars de l'équipe d'après-midi, une bonne partie des travailleurs s'encourageant mutuellement, sont favorables à rester toute la nuit. Le secrétaire du syndicat CGT, Elie Salengros, intervient alors, prononçant un discours pour le moins démobilisateur».

«Il faut se féliciter du mouvement qui a eu lieu aujourd'hui. Maintenant, il s'agit de raisonner... Notre action n'a pas fait reculer totalement la direction, il faut savoir que la lutte ne s'arrête pas aujourd'hui... il y a la journée du 16. Et puis, il y a peut-être certains d'entre vous qui veulent rentrer chez eux ? On ne peut pas laisser les familles dans l'incertitude jusqu'à 6 heures du matin». De nombreux *«non, non, non»* s'élèvent dans les rangs des travailleurs présents. *«Est-ce qu'il y en a qui veulent repartir ?»* coupe le secrétaire CGT. *«On reste là et c'est tout»* s'exclament à nouveau les travailleurs. *«Il faut garder des cartouches ; est-ce qu'il y en a qui veulent repartir»* insiste lourdement le secrétaire CGT.

Devant tant d'insistance à stopper l'action en cours, une partie des travailleurs s'en vont, complètement dégoutés. Mais, la moitié des présents refuse de partir et renforcent au contraire le blocage. *«Ils ne sortiront pas, nous sommes décidés à passer la nuit»* disent avec force les travailleurs. Une vigoureuse Internationale s'élève alors !

Richard FEUILLET

* *Société valenciennoise d'industrie, filiale d'Usinor spécialisée dans le matériel ferroviaire.*

Vers 3 h 45 mercredi matin, une centaine de CRS sont intervenus pour faire relâcher les directeurs. Il n'y a pas eu d'affrontements.

Longwy

LE 16 SE PRÉPARE ACTIVEMENT

De notre envoyé spécial

Le 16 février, les travailleurs et les habitants du bassin de Longwy marqueront leur volonté de vivre. Pour le moment, l'intersyndicale a prévu de bloquer toutes les routes du secteur et les frontières dès 5 heures. Le tract intersyndical d'appel à la journée précise : *«D'autres opérations pourront être menées dans la journée du 16 février, après décision sur les lieux de rassemblement.»*

Les commerçants soutiendront le mouvement du bout des lèvres, puisqu'ils ont décidé de se contenter d'une ristourne de 10 à 15 % à la caisse. En revanche, la JOC appelle les jeunes à former des convois de mobylettes pour se rendre aux barrages de route qui sont prévus dès 5 heures. La CFDT envisage des stands devant l'Hôtel de Ville de Longwy-Bas. La CFDT, la radio SOS-Emploi, les résidents du foyer Sonacotra, les lycéens, les jeunes auront pignon sur rue. Naturellement, chacun aura la possibilité de se restaurer et d'écouter de la musique. On apprend par ailleurs que des sidérurgistes de Longwy devaient se rendre à Usinor-Montataire dans la région parisienne et à Denain dans le Nord. De Briey, région minière et sous-préfecture de Meurthe et Moselle, une caravane automobile se dirigera vers Audun le Romans, tandis qu'une autre s'y rendra à partir de Longwy. Sur place, un débat est prévu. C'est en effet à Audun que la bourgeoisie fait courir le bruit qu'elle pourrait construire une usine Ford, créant à terme 2 000 emplois. Cette rumeur, abondamment reprise par la presse locale, ne fait pas largement illusion, c'est le moins que l'on puisse dire. D'autres actions sont en préparation, notamment avec les routiers, avec les travailleurs belges, allemands, luxembourgeois... C'est la première fois que quatre nationalités seront côte à côte dans la lutte. La journée de mardi a apporté par ailleurs la confirmation que la police faisait marche arrière. Alors qu'il y a peu, elle annonçait des poursuites pénales et judiciaires à la suite de la «visite» à la sous-préfecture de Briey, elle a pris mardi l'initiative de repousser la convocation de syndicalistes, prévue pour mercredi. Le rassemblement annoncé devant le commissariat au moment où les responsables syndicaux devaient être reçus a sans doute fait hésiter ces messieurs. Par ailleurs, la police préfère sans doute garder en réserve la menace de poursuites afin d'intimider les sidérurgistes.

Enfin, et ce n'est pas contradictoire, elle attend, au cas où elle maintiendrait son projet, un moment plus favorable pour elle. Autant de vains calculs. En se mobilisant massivement vendredi, les sidérurgistes montreront que les menaces policières ne les intimident pas.

François MARCHADIER

• Grève au centre de tri Paris Montparnasse

Depuis le 7 février, les postiers du plus grand centre de tri automatique, Montparnasse, sont en grève majoritaire. Les salles de l'immeuse immeuble restent désertes. A chaque prise de poste, les grévistes se prononcent sur la poursuite du mouvement, lors de l'assemblée générale. Au départ de cette grève, l'exigence du contrôle des cadences. Les postiers en ont assez du manque d'effectifs, de l'allongement de la durée des vacations aux postes d'indexation, des pressions exercées sur eux pour qu'ils se fassent payer les repos compensateurs plutôt que de les prendre réellement. A toutes ces revendications, la direction oppose un refus catégorique. Pourtant, cette grève lui fait mal, vu l'importance du centre (ralentissement important des opérations aux chèques postaux, par exemple.).

• Denzer : TGM ne veut reprendre que 96 personnes !

Mardi commençaient des négociations avec TGM, qui se déclare prêt à reprendre une partie du personnel de l'usine Dentzer de Montreuil affectée à la sous-traitance pour IBM. Les délégués CGT n'ont pu obtenir qu'il accepte de reprendre la totalité de ce secteur, ni à plus forte raison l'ensemble des ouvrières travaillant pour d'autres commanditaires. Si les choses en restent là, c'est 140 personnes qui seraient licenciées. TGM s'engagerait d'autre part à respecter les divers avantages acquis par les ouvrières de chez Dentzer mais pour l'année 1979 seulement. Des délégués CGT, interrogés, estiment qu'il faut se battre pour l'ensemble du personnel, sans céder aux arguments du genre «si on se bat pour tous, on risque de ne rien avoir».

L'action se poursuit d'ailleurs dans ce sens. Mercredi se tenait au siège de la banque CIC, principal actionnaire de Dentzer une réunion rassemblant le personnel de la banque et de chez Dentzer, après la mise à pied de quatre délégués du CIC, qui avaient manifesté concrètement avec le personnel leur solidarité aux ouvrières de Dentzer lors de leur venue au siège, la semaine dernière.

L'ENJEU POLITIQUE DES CONSEILS RÉGIONAUX

Ce mardi, se terminait l'élection des présidents des conseils régionaux, qui sont renouvelés chaque année. Ces conseils ont des pouvoirs limités, quoique réels dans le domaine budgétaire. Et bien entendu, l'élection des présidents de conseils régionaux donne lieu à des joutes politiques entre les différents partis bourgeois.

La France métropolitaine est divisée en 22 régions regroupant chacune de deux départements (pour l'Alsace et la Corse) à huit (pour la région parisienne). La loi du 5 juillet 1972 institue la Région comme «établissemen public». Le pouvoir exécutif est assuré par le Préfet de région (qui est le préfet du département où se trouve le chef-lieu de région). Celui-ci est assisté par une «mission administrative» constituée de fonctionnaires et par une «conférence administrative régionale», qui regroupe les préfets de départements, le trésorier-payeur général et l'inspecteur de l'économie nationale de la région. Ces deux organismes ont un rôle consultatif.

Le pouvoir de décision est assuré par le Conseil régional. Celui-ci est composé des parlementaires de la région (députés et sénateurs) et des représentants des collectivités locales (conseils généraux, conseils municipaux, conseils des communautés urbaines) ; le nombre de représentants de collectivités locales doit être en nombre égal à celui des parlementaires.

Le conseil régional a un pouvoir de décision dans l'utilisation des fonds régionaux. Il s'agit des fonds transférés par l'État, la région pouvant également lever des impôts dans des limites très étroites. Les ressources dont disposent les régions sont en fait assez faibles, inférieures à celles d'un département. La région peut disposer de ces crédits à la stricte condition qu'elle ne les utilise que pour des investissements visant au développement économique de la région : l'attribution des fonds ne peut consister qu'en dépenses d'équipements (directement ou sous forme de subventions qui peuvent donc aider à l'implantation d'entreprises et à des créations d'emplois). La limite de ces attributions vient d'être rappelée par un décret gouvernemental annulant une décision du conseil régional Provence-Côte d'Azur tendant à attribuer une subvention à la CGT et à la CFDT.

UN ENJEU POLITIQUE

Même si les pouvoirs du conseil régional sont restreints, ils sont l'enjeu, pour leur présidence, des luttes politiciennes. La répartition géographique des présidences de conseils régionaux fait apparaître une mainmise du PS dans les régions du Sud (Aquitaine avec Labarrère, Limousin avec Chandernagor, Auvergne avec Pourchon, Midi-Pyrénées avec Savary, Languedoc-Roussillon avec Tailhade, Provence-Côte d'Azur avec Defferre) auxquelles il faut ajouter la région Nord avec Mauroy. La Corse échoît au MRG, la droite disposant du reste des régions, avec un avantage pour l'UDF (7 présidences contre 6 au RPR et un non-affilié).

On remarque donc que, dans quatre grandes formations politiques, le PCF est le seul à ne présider aucun conseil régional, ce qui s'explique par son implantation électorale qui, si elle est importante dans certains départements, n'est jamais égale au niveau d'une région. Il existe une inégalité dans la représentation des partis bourgeois due au caractère particulier du mode de désignation (au suffrage indirect). La même inégalité se retrouve au niveau de la composition des bureaux des conseils qui sont constitués au scrutin majoritaire, et non proportionnel.

François NOLET

• Mort de Jean Renoir

Jean Renoir est mort lundi, à 84 ans, dans sa maison de Beverley Hills aux Etats-Unis. Fils du peintre Auguste Renoir, il était un des cinéastes les plus importants de notre époque. Auteur notamment de *«Boudu sauvé des eaux»*, *«La Grande illusion»*, *«La Marseillaise»*, *«La règle du jeu»*, *«Le carrosse d'Or»*, il est de ceux qui ont contribué à faire du cinéma un art, au plein sens du terme et dont l'influence reste durable. Il avait également réalisé «La vie est à nous», un film demandé par le PCF pour la campagne électorale de 1936. Nous reviendrons sur son œuvre dans l'une de nos prochaines éditions.

Interdiction professionnelle à La Hague ?

Un professeur de lycée qui assurait volontairement des cours de chimie dans le cadre du programme de la formation continue vient d'être proprement vidé pour fait de «manifestation». Le lieu : La Hague et l'entreprise : la COGEMA, entendez par là le centre de retraitement des déchets radio-actifs.

Le 22 janvier, monsieur Girard participait à la manifestation contre l'arrivée du cargo *Pacific Fisher* à Cherbourg.

Mais, il avait été vu à la télévision, défilant dans le cortège ! Quelques jours plus tard, les représailles commencent. On lui fait rendre son badge d'accès pour soi-disant le remettre à jour. Puis, il apprend par le proviseur de son lycée qu'il est indésirable au centre. Lundi, il se présente au centre pour donner son cours (l'interdiction n'ayant été faite que verbalement), les vigiles lui en interdisent l'accès. Il fait constater par huissier qu'il ne peut entrer dans le centre.

Après avoir respecté «un délai de discrétion» de quinze jours demandé par son proviseur, Girard rend l'affaire publique.

La section CFDT de la COGEMA soutient M. Girard et affirme que cette affaire a déjà eu un précédent, un employé du centre aurait eu des ennuis pour avoir participé à un comité de soldats. Monsieur Girard qui n'appartient à aucun mouvement anti-nucléaire et dont les cours n'ont jamais été critiqués est la victime d'une très active chasse aux sorcières.

Faut-il faire acte d'allégeance aux responsables du centre, faut-il prêter serment au nucléaire pour donner des cours de chimie ? L'industrie nucléaire est-elle donc une zone réservée, où toute expression de point de vue divergents avec la logique du pouvoir serait interdite ?

Un tel précédent est dangereux du point de vue des libertés politiques et syndicales ne doit pas être admis. Il est proprement intolérable !

Larzac : vers une phase de «négociations» ?

La lutte des paysans du Larzac est dans une phase qu'on peut qualifier de délicate. Trois semaines après la rencontre de Rodez où des paysans ont discuté avec le sous-préfet de Millau et un représentant du ministère de la Défense, il ressort que l'État pourrait revoir un peu les limites prévues pour le tracé du camp du Larzac. Mais jusqu'ici, on n'en sait pas plus, car le communiqué officiel reste volontairement dans un flou soigneux. Un flou qui pourrait rendre plus compliqué le débat entre les paysans du Larzac dont la position officielle reste toujours le refus d'être chassé de leurs terres.

Il est à noter que les paysans du Larzac ont accepté de signer — c'est la première fois — un communiqué conjoint avec l'administration à la suite de la réunion du 17 janvier, signifiant la poursuite du dialogue. Cette initiative des principaux intéressés, dans laquelle certains voient le premier pas vers un repartage des terres avec l'armée, suscite quelques appréhensions et remous du côté de ceux qui soutiennent le Larzac. A Millau d'abord, où se prépare un référendum sur l'opportunité de l'extension du camp du Larzac. Une négociation séparée des paysans pendant le même temps, limiterait singulièrement la portée d'une telle initiative. Les comités Larzac de la région parisienne viennent (d'après l'hebdomadaire du Languedoc «Sud») d'adresser une lettre aux paysans, marquant leur surprise.

«Quand nous avons reçu le texte du communiqué du 17 janvier, nous n'avons pas pu croire qu'il était signé par les Paysans du Larzac. Et pourtant il était bel et bien signé par vous.»
Les comités précisent : *«La lutte des paysans du Larzac dépasse le Larzac, elle est devenue notre affaire».*

Réunis en coordination les 10 et 11 février les comités ont examiné le bilan de la rencontre du 17 janvier, et décidé de demander plus d'information aux paysans.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Sept motions au congrès du PS

Mardi soir, c'était le dernier délai pour le dépôt des motions au parti socialiste. Sept motions sont en présence :

- Celle de Mitterrand, légèrement modifiée par rapport à celle présentée au dernier comité directeur ;
- Celle de Rocard ;
- Celle de Mauroy, distincte donc de celle de Rocard, et qui appelle à la synthèse avec Mitterrand ;
- Celle de Defferre, qui appelle aussi à la synthèse, essentiellement pour apporter à Mitterrand la plus grande partie des mandats des Bouches du Rhône ;
- La motion CERES ;
- La motion Pierret, dissidentes du CERES séduits par les thèmes rocardiens ;
- Une motion féministe présentée par Edith Lhuillier.

Les militants socialistes ont donc à voter sur ces motions. Lorsque le résultat des votes sera connu, une semaine avant le Congrès, les délégués de motion établiront la liste des candidats au comité directeur. Sur la base du rapport de forces ainsi connu pourront s'opérer les manœuvres, alliances, et autres regroupements nécessaires.

• Radio - Télévision : manifestation devant le ministère

Par suite d'une action en référé intentée par les syndicats, le comité d'entreprise de la SFP ne s'est pas réuni mardi matin au Buttes Chaumont et dans les centres de radio-télévision, les grévistes ont pu voir le film tourné pendant l'interruption du comité d'entreprise de lundi et la «prestation» de Clermont-Tonnerre devant l'AG de la SFP. A noter une «première» : Antenne 2 a diffusé des images du CE de lundi tournées par les grévistes eux-mêmes.

Venus tenir leur AG aux Buttes, les grévistes de l'INA ont décidé de reconduire la grève et de la durcir sur proposition de la section CFDT. Les responsables CGT étaient d'avis d'arrêter le mouvement et de le reprendre vendredi.

A l'AG de la SFP qui suivit, des délégations des autres sociétés de radio-télévision étaient présentes. Un gréviste du GIRATOV (informatique) annonça sous les applaudissements que les salaires du mois seraient versés sans retenue. Le délégué de Radio-France fit part de sa rencontre avec le sénateur Caillavet qui lui aurait confié : *«M. De Clermont-Tonnerre est parfois gentil, mais cette fois il a fait une connerie».*

Malgré le désir de certains grévistes, toutes les propositions pour durcir l'action n'ont pas été débattues. L'intersyndicale de la SFP a annoncé une manifestation ce mercredi devant le ministère de la Culture et de la Communication. Par ailleurs, une équipe de la SFP va se rendre à Longwy.

carnet de voyage

Cisjordanie, terre occupée

Reportage de Philippe DANZAIN

(4) UNE PETITE ECOLE TRÈS ENCOMBRANTE

Un bâtiment trapu entre deux maisons à peine plus petites que lui, au milieu d'un bourg, voilà donc cette université dont mes interlocuteurs (1) me parlent si souvent. Conseilleurs : *«Pour écrire un article, va à Bir Zeit»*. Réprobateurs : *«Comment, tu n'es pas allé à Bir Zeit ?»*
Le lieu de pélérinage obligatoire du journaliste en Palestine tient plus du lycée campagnard que de la «fac» telle que nous la connaissons. Difficile de s'imaginer que 1 065 étudiants tiennent dans ce local charmant mais terriblement exigu. L'intérieur répond aux promesses de la façade : deux courettes où débouchent des couloirs, presque des boyaux, et des escaliers au parcours mystérieux. Dans une des cours, un tract affiché sous verre énumère les étudiants emprisonnés. Outre ses mérites académiques indiscutables, l'université est réputée pour son activité nationaliste.

Le terrorisme de la police israélienne à l'égard des Palestiniens

Le circuit est au point. Le réceptionniste me conduit chez le doyen, le docteur Baramki ; après un entretien, celui-ci me fait rencontrer le responsable des relations publiques. C'est lui qui se charge de me faire rencontrer le docteur Hallaj (*«pour parler de la situation, c'est le mieux»*) et les étudiants, avec qui je passe le reste de la journée. Lorsque je saute dans le mini-bus qui me ramène à Ramallah, j'ai les bras chargés de notes, de documents, et la tête farcie d'analyses contradictoires. Avec son allure de vieux presbytère, Bir Zeit est un authentique centre intellectuel, débordant d'activité, et rayonnant dans toute la Cisjordanie sur les terrains scientifique et politique.

Malgré les obstacles créés par les autorités israéliennes, hostiles à tout équipement arabe en Cisjordanie, l'université se développe, si bien qu'à l'entrée du bourg, à flanc de colline, de nouveaux locaux, entourés d'un vaste campus, sont en construction. Madame Nassiri n'est pas peu fière de l'évolution de la petite école secondaire fondée par son défunt mari. La digne femme («très stricte» disent les étudiants») parlent avec amour et conviction de la Palestine. Quand elle évoque tranquillement la terre de Jaffa, où sa famille cultivait des oranges avant que les Israéliens *«fassent fleurir le désert»*, son fils Hanna, expulsé à Beyrouth à tout jamais, on ne peut s'empêcher de partager ses sentiments pour ce pays.

PERSÉCUTIONS

Un professeur «arabe israélien»*, empêché de travailler, plusieurs anciens étudiants d'université américaines vivant aujourd'hui avec un visa de visiteur dans leur propre pays, les autorités universitaires sont bien fondées en affirmant mener un combat pour la *«liberté académique et l'indépendance politique»*.

En janvier 1978, six professeurs se voyaient refuser le renouvellement de leur permis de travail. Le 29 janvier 1979, les autorités militaires expulsent un enseignant, Ryad Abd El Rachid. Entretemps, il ne s'est pas passé un mois sans que l'établissement ait eu à se plaindre des persécutions de l'occupant. En un mois, du 26 octobre au 26 novembre 1978, vingt-et-un étudiants se sont fait arrêter. Le récit de leur détention est toujours le même : coups, sommation de signer «une confession», coups encore, menaces de s'en prendre aux femmes de la famille. Quelques différences : les méthodes de tortures, qui changent selon l'imagination sordide de l'exécutant. Un étudiant malade laissé la nuit dehors, saucissonné et tremblant, avant d'être frappé au visage, entre les jambes ; un autre torturé à l'électricité. Et chaque jour, ce sont les «points de contrôle» sur les routes, qui rendent impossible toute ponctualité, et où livres et documents «disparaissent» pendant la fouille. Ou plus simplement : le chanteur Samir Hafez empêché de se produire à l'université lors de sa «Semaine de la Palestine».

AU COUDE A COUDE

En dépit de ces difficultés, les trois facultés qui composent l'université fonctionnent. Elles préparent aux licences de sciences, de lettres, de commerce, et forment des enseignants. Quatre fois par an, des étudiants de toute la rive occidentale viennent y passer un examen d'anglais.

Et même, des etudiants palestiniens de l'université hébraïque de Jérusalem (université suivant le régime des universités israéliennes du fait au rattachement de Jérusalem à Israël) sont venus à Bir Zeit pendant les vacances d'hiver, pour un autre type d'activité : rencontre et débat entre étudiants nationalistes.

Enseignants et étudiants sont unis dans la même ferveur patriotique. Mais quant aux moyens d'aboutir, toutes les opinions existent. Pour les uns, la Palestine ne se conçoit que *«du fleuve à la mer»* (du Jourdain à la Méditerranée). Pour les autres, Israël existe, irrémédiablement, et il faut se battre pour un Etat en Cisjordanie et Gaza. Certains professeurs ne cachent pas leur sympathie pour les Etats-Unis, même si ce pays soutient Israël.

Mais de nombreuses chambres d'étudiants regorgent d'ouvrages marxistes, que l'on peut se procurer facilement en Palestine.

La présence d'ouvrages marxistes dans les chambres d'étudiants n'est pas un signe de démocratie. En effet, une *«liste noire»* de 800 bouquins arabes, souvent politiques, sont interdits en Cisjordanie. Il n'est pas seulement interdit de les vendre, mais de les posséder, même s'ils sont achetés ailleurs.

Ces idées s'affrontent dans une ambiance relativement fraternelle. Mais plusieurs étudiantes n'oublieront pas de sitôt le bain qu'elles ont pris pendant un pique-nique. *«Le lendemain, les Frères Musulmans ont apposé une affiche insultant ces filles. Ils les accusaient de trahir la cause Palestinienne»*.

Cependant, les étudiants se sont retrouvés au coude à coude pour protester contre les accords de Camp David, tout comme beaucoup d'entre eux se sont mobilisés à Ramallah pour empêcher le dynamitage par l'armée de la maison d'un patriote condamné. Les saboteurs, pour parvenir à leurs fins, durent opérer de nuit.

Pour les étudiants, ce n'est pas une défaite. *«L'important,* explique l'un d'eux, *c'est que les Israéliens rencontrent toujours une résistance, si petite soit-elle»*. Avec l'université de Bir-Zeit, ils sont assurés de la rencontrer en permanence. Jamais si petit établissement n'a été si encombrant.

---

* *500 000 Palestiniens vivent à l'intérieur des terres occupées de 1948.*

Communiqué de l'université de Bir Zeit du 1/12/78

Depuis les dernières semaines, l'Université de Bir Zeit subit une nouvelle vague d'agressions de la part des autorités du gouvernement militaire israélien. Dix-huit étudiants de l'Université ont été arrêtés... Jusqu'à maintenant, ils n'ont reçu aucune accusation... Un certain nombre de ces étudiants ont été frappés et torturés par les autorités.

Des centaines d'étudiants venant ou partant de l'Université sont constamment agressés aux points de contrôle...

Une nouvelle méthode utilisée par les autorités israéliennes est apparue récemment à travers les interrogatoires des étudiants emprisonnés. Les interrogateurs demandent aux étudiants de leur fournir des renseignements sur les avis de gens bien précis, étudiants ou professeurs, sur le projet «d'autonomie» de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Les étudiants interrogés racontent qu'on leur a dit qu'ils ne pouvaient pas être neutres «ou bien vous êtes avec nous, ou contre nous»...

Ce qui se passe à l'Université de Bir Zeit aujourd'hui ne représente qu'une partie du vaste plan de terrorisme et d'agression que pratiquent les autorités militaires israéliennes dans l'ensemble de la Palestine... L'Université de Bir Zeit a été choisie précisément du fait de sa nature patriotique, pour qu'elle soit l'exemple dans la répression pour tous les Palestiniens dans la terre occupée.

L'amour du pays

Grand manteau bleu tombant sur les genoux, hautes chaussettes de laine, il ne manque qu'un béret pour en faire une interne dans une institution de jeunes filles. Elle à vingt-deux ans, l'œil vif, le verbe droit.

«La vie d'un étudiant ? C'est horriblement triste». Elle exprime toute sa rancœur, d'abord contre les occupants. *«Il vaut mieux ne pas traîner dans les rues la nuit, à cause des patrouilles israéliennes»*. Des soldats partout, *«vicieux et humiliants. Je voudrais les tuer tous»*.

Bientôt, elle s'en prend aux traditions arabes. L'université est mixte, mais garçons et filles ne se mélangent pas. *«On est facilement considérée comme une fille légère»*. Un puritanisme qu'elle juge désuet, hypocrite et dangereux. *«Les Israéliens savent bien ce qu'ils font quand ils proposent des filles en échange de renseignements. Ils trouvent toujours un garçon faible et frustré...»* Le ton se fait de plus en plus virulent. Les mariages arrangés, les filles surveillées *«pour qu'elles ne connaissent pas d'autre homme que leur mari»*, rien n'échappe à sa colère.

— Tu as étudié en Europe, mais en dépit de tout ce que tu dis, tu es revenue».

— «Ce pays est à moi. Il est occupé, et les Israéliens voudraient nous en chasser. Alors il faut rester».

Le voyage de Jean François-Poncet en URSS

PRÉPARATION DU PROCHAIN SOMMET BREJNEV-GISCARD

A propos du voyage que vient d'effectuer le ministre français des Affaires étrangères, Jean-François Poncet, à Moscou, pour préparer le prochain voyage de Giscard, l'agence TASS parle de «*climat constructif et amical*». Pourtant sur bien des points essentiels, la construction européenne, les problèmes de désarmement en Europe, les relations avec la Chine, la situation en Afrique, les vues des deux gouvernements sont pour le moins divergentes sinon opposées. Le Kremlin ne s'est pas gêné pour le dire, que ce soit à l'occasion du voyage de Gromyko à Paris en octobre dernier où il réitéra les exigences soviétiques concernant la conduite de la politique extérieure française ; ou que ce soit à l'occasion d'un article sur l'Europe où le ministre français des Affaires étrangères était pris à partie à peine entré en fonctions. Enfin parce que l'évolution de la position soviétique dans le monde conduit le Kremlin à poser avec une brutalité plus grande que jamais ses exigences.

MOSCOU CONTRE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

La presse soviétique est ainsi fabriquée que tout article sur l'expression s'il est destiné à *Temps nouveaux* publié en français est l'expression d'un point de vue quasi officiel. Le numéro 4 de cette revue (janvier 1979) s'en prend à Jean François-Poncet, «*proche du président*», pour ses positions concernant la construction européenne dans un article intitulé : «*La France et la construction européennee*». Voici ce qu'on lit : «*Les dirigeants français rêvent d'une Europe unifiée qui constituerait un nouveau centre de force mondial, en état de traiter d'égal à égal, par exemple avec l'URSS et les États-Unis et où la France jouerait un rôle dominant. Or l'histoire du Marché commun, et plus spécialement de ses dernières années de crise, montre que la France ne saurait être le seul leader du Marché commun, mais doit partager les rênes avec l'Allemagne fédérale*». Passons sur l'appui ouvert des positions chauvines du PCF en cette affaire, car l'important n'est pas là. Il est sur ce fait que Moscou dit clairement qu'il est très hostile à toute avancée du processus de construction européenne, dont la diplomatie giscardienne a fait l'un de ses principaux centres d'activité. Il est nouveau que le Kremlin vienne ainsi s'opposer de front à la politique européenne, du moins depuis le début de l'ère dite de «détente». Il est encore plus nouveau que la diplomatie française soit ainsi brutalement mise en cause. L'expérience des divergences concernant le désarmement aidant, il est manifeste que le Kremlin a ainsi délibérément ouvert un nouveau terrain où s'exerceront ses pressions, son chantage comme il le fit en octobre lors de la grande commission franco-soviétique fixant comme condition à la France de s'en tenir à la détente telle que la conçoivent les Russes pour que les contrats soient ratifiés.

«*De vastes secteurs de l'opinion publique,* écrit-il dans la conclusion de l'article, *indiquent à juste titre que la prospérité des États européens passe par les progrès de la détente, l'arrêt de la course aux armements et le désarmement véritable, par la promotion de la coopération entre tous les États du continents*». On ne saurait mieux dire !

LA DÉTENTE SELON MOSCOU ET SELON PARIS

La vieille exigence soviétique concernant la politique française de défense a été remise à jour par le gouvernement soviétique. L'article de *Temps nouveaux* cité plus haut ne manque pas de s'en prendre au glissement atlantiste de Giscard et de dénoncer le principe de bataille de l'avant formulé par Méry, à propos duquel Brejnev en juin 77 n'avait pas hésité à demander des comptes à Giscard.

Mais c'est surtout à propos du désarmement que les positions sont franchement opposées. L'éventuelle conclusion d'un accord SALT entre les USA et l'URSS à propos des armements nucléaires dits stratégiques devrait ouvrir la voie à une nouvelle négociation, celle-ci intéressant également les armements nucléaires qui sont stationnés en Europe. Depuis mai 1978, Giscard fait campagne pour qu'une telle négociation n'ait pas lieu, et pour que lui soit susbtituée une négociation portant sur la totalité des armements et d'abord les armements conventionnels, domaine dans lequel le Pacte de Varsovie a une petite supériorité.

Or, le Kremlin vient de déposer devant la conférence sur le désarmement une proposition, soutenue par les pays membres du Pacte de Varsovie, à l'exception de la Roumanie, pour que soient engagées «*d'ici fin avril*» des «*consultations préliminaires*» pour une conférence sur le désarmement nucléaire. «*Le degré de participation des divers États nucléaires*» précise la proposition, «*doit être déterminé en tenant compte de l'importance quantitative et qualitative des arsenaux*». Il y a donc là désaccord sur le fond, les Russes refusant de discuter de la totalité de leur potentiel conventionnel, et sur la forme, les Russes refusant que les divers États concernés soient placés sur un pied d'égalité. Sur ce point, les désaccords sont plus profonds que jamais.

Grégoire CARRAT

Demain nous examinerons les divergences de vue au sujet de l'Afrique ainsi que sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine.

Regard sur l'Algérie

(4) - La vie politique vue par le peuple

DE L'ATMOSPHERE POLICIERE A LA CHARTE NATIONALE

Ce qui m'a le plus étonné, par rapport à 1972, c'est la vie politique intense dans le peuple. En 72, et avant, les gens avaient peur de parler du régime, de donner leur opinion, connaissaient la hantise de la délation de la «Sécurité militaire» qui pourrait écouter (la SM a joué pendant une période un rôle de police politique). A cette époque les seules élections existantes concernaient les Biladiates (municipalités). Le droit de vote était à 21 ans. Des responsables du FLN racontaient, à l'époque, que l'exercice de la démocratie passait par un apprentissage du peuple. Ils donnaient ainsi l'impression que eux seuls se montraient préoccupés par la démocratie, étrangère au peuple et à ses connaissances. Depuis le débat sur l'avant-projet de la Charte nationale en 76, ces responsables ont dû faire oublier leurs propos. Dès la «révolution agraire», en 72, le peuple a exercé une pression constante pour imposer nombre de mesures sociales. Cela a conduit Boumédiène à parler de passage du contenu démocratique et populaire de la «révolution» à un contenu «socialiste» ! La Charte avait pour but de donner une légitimité institutionnelle au régime, ainsi qu'aux thèmes avancés depuis 1972 (GSE*, Révolution agraire, nationalisation de l'économie, «socialisme»,...). Dès les premiers débats, les discussions allaient très vite dépasser le cadre prévu. Une immense soif de démocratie a déferlé sur tout le pays. Tous les dirigeants à quelque niveau que ce soit (y compris Boumédiène) se sont trouvés au centre des critiques. La cible importante en a été la bureaucratie, le favoritisme, les pots-de-vin, les immenses fortunes édifiées sur l'austérité imposée au peuple, la spéculation, le marché noir, et surtout l'absence de démocratie et l'atmosphère policière. Par la suite il a été créé des assemblées populaires de communes (APC), AP Wilaya (département), AP Nationale, et l'élection du président au suffrage universel. Les différentes assemblées populaires devaient être composées, pour une grande majorité, de travailleurs. Le droit de vote est passé à 18 ans, ce qui bouleverse complètement le corps électoral, en minisant le rôle des vieux caciques et autres anciens notables.

L'OPINION POPULAIRE : AUCUNE INCIDENCE SUR LA VIE

Aujourd'hui, le peuple discute de la vie politique, dans la rue, aux cafés, dans les hammans (bains turcs). La plupart des discussions portent sur cette vie. Discussions alimentées par des rumeurs, grèves, de manifestation-fiction, de critique du régime, et de tous les aspects de la vie quotidienne. On apprend au cours de ces multiples discussions journalières qu'en fait de majorité de travailleurs aux assemblées populaires, ce sont des assemblées de notables. Puisque médecins, commerçants, cadres, ingénieurs, directeurs d'entreprise sont considérés comme travailleurs ! Les gens prennent systématiquement le contre-pied des informations officielles (ils doutent même parfois des résultats du pari sportif). Ces informations reflètent, dans leur majorité, de si loin la réalité que le quotidien *El Moudjahid* est surnommé : «Tout va bien». Les rumeurs les plus diverses tiennent lieu d'information face au mutisme du pouvoir. Les gens vous disent : «*Nous voyons que tout ne va pas si bien. Auraient-ils peur à ce point là de dire la vérité ? Il y a bien des articles de temps en temps sur la spéculation, la corruption, etc... mais rien de concret n'est entrepris pour enrayer ces problèmes. Qu'est-ce que ce socialisme qui veut nous mobiliser en dehors des problèmes que nous vivons*».

Face au mythe de l'exercice du pouvoir par le peuple, ils vous font remarquer que lorsqu'une assemblée est élue, ils ne savent pas ce qu'il s'y passe, ils sont totalement ignorants des points de vue de leurs électeurs. «*Dès qu'ils sont élus tu n'as aucun contrôle sur eux. Ils s'enrichissent. Tu peux leur dire ce que tu veux, ils n'en tiennent pas compte. S'ils font des gaffes, ils sont mutés, ou changent de fonction*». «*Nous voulons bien le socialisme, mais pas que certains s'en mettent plein les poches alors que nous, nous subissons l'austérité pour construire l'autonomie. Si le socialisme c'est cela, nous préférerions le capitalisme !*». Tous ces points de vue partent des difficultés quotidiennes de leurs vies : bureaucratie administrative, corruption, marché noir, bas salaires par rapport au coût réel de la vie, etc. Ce ras le bol général permet la circulation des rumeurs les plus diverses. Dans chaque ville, les habitants croient qu'il y a eu des manifestations dans d'autres villes. Cette situation est largement entretenue et utilisée par les partisans d'un système libéral. Ils sont à l'origine de certaines fausses rumeurs. Ce courant a pour composante les commerçants, petits privés voulant devenir grands, médecins qui pratiquent à mi-temps gratuitement selon la loi... Ils utilisent leurs professions pour bloquer l'approvisionnement, organiser la pénurie, et des soins médicaux d'une qualité scandaleuse entre autre.

Nadjib BENHAD

**GSE : Gestion socialiste des entreprises.*

Dans notre prochaine édition : «Quelques aspects de la vie quotidienne»

KAMPUCHÉA

Sihanouk propose une conférence internationale Ieng Sary : «*L'État du Kampuchéa est intact*»

Avant de regagner Beijing (Pékin), le prince Sihanouk a déclaré qu'il souhaitait l'organisation d'une conférence internationale sur le Kampuchéa. Son projet pourrait prévoir la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, des pays de l'ASEAN, de l'Inde et du Japon. Sihanouk demande en outre à l'ONU d'organiser des élections libres au Kampuchéa sous le contrôle d'une commission internationale. Il considère qu'une telle intervention de l'ONU permettrait d'éviter une aggravation du conflit avec une participation directe de l'URSS.

Dans un message adressé au secrétaire général de l'ONU Waldheim, Ieng Sary, ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique déclare : «*Les membres du gouvernement du Kampuchéa démocratique sont toujours à leurs postes pour diriger le combat partout dans le pays, mêmee dans les régions contiguës au Vietnam ; les organismes dirigeants du gouvernement et la machine administrative sont intacts et fonctionnent toujours pour défendre avec succès la population contre les attaques ennemies. Le peuple et l'armée révolutionnaire du Kampuchéa encerclent toutes les villes occupées par l'ennemi et lancent des attaques répétées contre tous les endroits et portions de routes occupées*».

• Dayan et l'OLP

«Israël ne pourra ignorer l'OLP lorsqu'il s'agira du problème des réfugiés palestiniens. Il ne peut dénier à l'OLP sa position et sa qualité dans le conflit s'il veut parvenir à un accord. L'OLP n'est pas un Etat mais ce n'est pas non plus une organisation terroriste», a déclaré Dayan mardi 13 février à Jérusalem. Le glissement au plus haut niveau, qui est également l'aveu qu'Israël a jusqu'à présent délibérément grossièrement menti, pourrait préluder à une nouvelle phase des négociations égypto-israéliennes ; les USA paraissent anxieux de les voir aboutir du fait que l'arrivée de Khomeiny au pouvoir en Iran peut profondément modifier les données de la région en faveur du peuple palestinien. Dayan n'a fait là qu'emboîter le pas à Young, le représentant US à l'ONU, qui avait il y a quelques jours tenu des propos semblables.

le quotidien du peuple

IRAN : BAZARGAN FORME UN NOUVEAU GOUVERNEMENT ET APPELLE A LA REPRISE DU TRAVAIL

Après les Etats-Unis et l'URSS, la Grande-Bretagne a reconnu à son tour le nouveau gouvernement iranien. La France et la RFA ne reconnaissant que les Etats, maintiennent de fait leurs relations diplomatiques avec l'Iran. Parmi les pays du Tiers Monde qui viennent de reconnaître le nouveau régime : la Chine, la Syrie, la Libye, l'Inde, le Sud Yemen, le Koweit, le Pakistan.

En Iran, le Premier ministre Bazargan a nommé les principaux ministres de son gouvernement. La radio exhorte les soldats à regagner leurs casernes et les travailleurs à rejoindre leur entreprise afin d'assurer la remise en marche de l'économie du pays, le parti Toudeh appelle lui aussi à reprendre le travail. De son côté, l'organisation des Fedayins du peuple qui a pris une part importante dans l'insurrection, refuse de rendre ses armes aux autorités islamiques *«tant que la question du désarmement n'est pas résolue par toutes les organisations en lutte au cours d'une discussion qui porte sur l'avenir de la révolution.»* Pour leur part, les employés de la télévision ont observé un débrayage pour protester contre la nomination de Sadek Ghotbzadeh, à la tête de l'institution. Ce dernier a été nommé par Khomeiny pour la *«reprendre en main»*, les nouvelles autorités jugeant que les communiqués diffusés émanaient en trop grand nombre des organisations révolutionnaires.

Les premières mesures du gouvernement islamiques ont consisté dans l'épuration partielle de l'état-major militaire et dans la formation du gouvernement. Le général Gharabaghi, chef d'état-major n'a pas été *«sauvé»* par son ralliement de dernière heure au nouveau régime, il a été démis de ses fonctions et remplacé par le général Vali Gharani chef de la sécurité militaire sous Mossadegh. Le gouverneur militaire et préfet de Téhéran, le chef du deuxième bureau ont été arrêtés ainsi que l'ancien gouverneur militaire d'Ispahan et le général Khosrowdad, responsable du massacre de Qom et chef des unités aéroportées. Pour écarter définitivement tout risque de coup d'Etat militaire, le nouveau régime ne devra pas limiter l'épuration de l'armée à quelques éléments de l'état-major mais viser réellement à un démantèlement et à un remaniement complet de l'armée.

Le gouvernement nommé par Bazargan reflète une certaine ouverture sur l'opposition laïque, bien que limitée au seul Front national.

Le nouveau gouvernement se donne 2 mois pour organiser le référendum sur la république islamique ; en attendant cette date c'est le *«conseil révolutionnaire islamique»* qui assumera l'intérim du pouvoir. L'objectif prioritaire que le gouvernement s'est fixé réside dans la reprise des activités du pays ; la réouverture des écoles est prévue pour samedi, tandis que le Premier ministre a lancé un appel pour que les fonctionnaires reprennent rapidement le travail.

LE RAMASSAGE DES ARMES SE HEURTE AU REFUS DES MOUVEMENTS DE GUERRILLO

Selon des informations en provenance de l'université de Téhéran, le mouvement des Moudjahidine du peuple, l'un des plus anciens groupes révolutionnaires, est divisé et réticent à propos de la restitution des armes.

Quant à l'organisation «Les Fedayins du Peuple», qui a organisé et encadré la prise de la radio, du commissariat central et de la caserne, Bar e Shah, elle refuse carrément, reprochant aux leaders religieux qui *«croyaient encore parvenir à un certain accord avec l'armée»* de *«n'avoir pas donné l'ordre du Jihad»*, (le combat).

L'insurrection paraît bien avoir largement débordé le comité Khomeiny qui a, alors qu'elle commençait, estimé qu'il fallait récupérer les armes, le moment ne lui semblant pas venu de les utiliser. L'insurrection s'est développée, il semble qu'il ait réservé la distribution des armes à des groupes qu'il contrôlait.

Il semble que les groupes qui ont participé activement à l'insurrection aient acquis une certaine popularité qui rend encore plus sensibles les divergences qui animent les différentes composantes du mouvement populaire. Plusieurs indices ont été donnés au cours des derniers jours : les ouvriers du pétrole se montrent réticents à reprendre le travail sans garantie suffisante sur leurs intérêts. A la radio et à la télévision, les pressions exercées par certains groupes religieux – en désaccord sur ce point, semble-t-il avec les assurances fournies par le comité Khomeiny, pour que les informations soient censurées, suscitent une grande inquiétude.

Dimanche après-midi, les manifestants libéraient les prisonniers politiques. Ici l'un d'eux, visiblement épuisé pour les tortures qu'il a subies.

Composition du gouvernement Bazargan

Affaires étrangères : Sandjabi (président du Front national).
Intérieur : Sadre H.S. Djavadi.
Logement : Ingénieur Katirai.
Transports : Ingénieur Ghazvini.
Santé : Docteur Sanni.
Travail et Affaires sociales : Forouhar (Front National)
Budget et Plan : Ingénieur Mönfar.

Après plus de dix ans d'interventions françaises, situation anarchique au Tchad

La situation d'anarchie qui prévaut actuellement au Tchad est le résultat de plus de dix ans d'interventions impérialistes et de faillite d'un État néo-colonial qui semble désormais incapable de conserver le pouvoir.

La lutte du FROLINAT a commencé en 1968. Elle avait pour cible le régime néo-colonial et l'impérialisme français. Le FROLINAT s'appuyait largement sur le mécontentement profond des populations du Nord contre un état confisqué par les éthnies du Sud. Malgré l'envoi d'un corps expéditionnaire de plusieurs milliers d'hommes jusqu'en 1972, l'impérialisme français ne pouvait venir à bout de la guérilla qui contrôle une grande partie du Nord du pays. Après une interruption de 1974 à 1976 dûe aux ingérences françaises dans l'affaire Claustre, de nouveaux accords militaires sont signés avec Paris et l'intervention française reprend.

Elle n'empêchera pas la chute de la plupart des garnisons du Nord en février 1978. A la suite de ces défaites du gouvernement central, des négociations se déroulent à Sebah en Libye. Suivant l'accord conclu en mars, chaque partie doit «mettre fin aux interventions étrangères». Cet accord est immédiatement vidé, puisque Malloum renforce au contraire la présence des conseillers et mercenaires français. En juin, les Jaguar bombardent une palmeraie faisant plusieurs centaines de morts parmi les combattants du FROLINAT. En même temps, Giscard tente de négocier directement avec la Libye pour arranger un règlement en dehors des différentes parties tchadiennes.

Comme les perspectives de règlement avec le FROLINAT reculent, Malloum, avec l'accord de la France, décide una parodie de «réconciliation nationale» en prenant comme Premier ministre Hissene Habré, ancien dirigeant de la guérilla, déchu et rallié qui ne dispose plus que de quelques centaines d'hommes. Dès sa nomination fin août Habré est dénoncé par le FROLINAT comme *«agent de l'impérialisme français»*. Non seulement il met obstacle à la poursuite de négociations avec la guérilla, mais de plus, il mène lui-même une politique tribaliste en tentant de placer partout ses hommes dans l'appareil d'État. Il n'intègre même pas son armée personnelle à l'armée de Ndjamena.

Le conflit entre Malloum et Habré n'a fait que s'aggraver ces dernies mois, tandis que le FROLINAT gardait le contrôle du Nord du pays, malgré ses propres contradictoires.

Aujourd'hui des affrontements entre partisans de Malloum et du Premier ministre semblent s'étendre à plusieurs villes. Bien que l'armée régulière soit théoriquement dix fois plus nombreuse que celle d'Habré, elle a été très affaiblie par la guerre l'année dernière et elle est très dépendante de l'encadrement français. Si le FROLINAT profitait de la situation pour lancer une offensive, on ne voit pas comment les troupes françaises pourraient conserver leur prétendue neutralité.

Dammarie-les-Lys Non aux licenciements chez Actif-Avto

L'usine de montage de tracteurs Actif-Avto est implantée depuis de nombreuses années à Dammarie-les-Lys dans l'agglomération de Melun (Seine et Marne).

L'usine est la propriété du groupe Interagra dont le PDG est Doumeng, le fameux milliardaire du PCF. Ce groupe est lui-même rattaché à un consortium international dont la majorité des capitaux viennent d'URSS. Plusieurs grévistes nous ont dit : *«C'est vrai que le gouvernement ne fait pas beaucoup d'efforts pour maintenir le volume des échanges commerciaux avec l'URSS, mais la conception de ces tracteurs russes n'évolue pas beaucoup et répond de moins en moins aux besoins des agriculteurs français»*.

L'occupation de l'usine a été décidée le 1er février et a permis de convaincre les ouvriers les moins prêts à la grève de prendre conscience de la nécessité d'une action dure face à la décision de la direction de licencier 30 % des travailleurs début avril.

Une manifestation à la préfecture a eu lieu le 9 février avec un premier tract de popularisation.

L'idée d'une collecte dans les autres usines germe peu à peu et pourrait renforcer l'action. Mais certains craignent que la grève s'enracine et fasse trop de bruit car cela pourrait faire une mauvaise réclame au PCF : déjà le PS est venu assurer les grévistes de son soutien...

La municipalité, en majorité PCF, n'a pas intérêt à ce que ce conflit s'éternise après la fermeture en 1978 de la Selis (20 licenciements) imprimerie du PCF et de Prodilog (200 licenciements dans cette boîte du bâtiment où travaillaient en quasi totalité des immigrés) dont les capitaux provenaient en majorité du PC italien.

Aussi le PCF est-il à l'origine d'un courant qui commence à progresser chez les grévistes pour «faire un premier pas», reprendre le travail quelques jours et laisser un délai au patron pour finir de trouver les 24 reclassements qui manquent car 5 seraient déjà envisagés...

Les grévistes les plus combatifs savent qu'on ne peut négocier avec un patron qu'avec un rapport de force. Ils se souviennent que pendant l'occupation à Idéal Standard en 1977, quelques militants du PCF de la CGT avaient déjà prêché la modernisation en empêchant la vente des stocks de radiateurs qui aurait permis à la lutte de durer plus longtemps.

Avec ces travailleurs combatifs, que nous soutenons, nous ferons tout pour que la lutte se renforce et que les collectes de solidarité soient lancées sans plus tarder pour rompre l'isolement de la lutte et faire céder le patron, ce grand capitaliste soi-disant communiste...

Corr. Melun